

# Colombie

***L'industrie colombienne des combustibles fossiles est à l'origine de la perte de biodiversité et de l'injustice environnementale, mais les structures financières et juridiques internationales rendent difficile une transition équitable de l'économie vers l'extraction.***

La Colombie est un pays très diversifié, qui abrite près de 10 % de la biodiversité de la planète.<sup>86</sup> Le pays se classe au premier rang mondial pour la diversité des espèces d'oiseaux et d'orchidées, et au deuxième rang pour les plantes, les papillons, les poissons d'eau douce et les amphibiens.<sup>87</sup> La Colombie a pris des engagements internationaux en matière de conservation de la biodiversité dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), et son nouveau gouvernement a promis d'affranchir le pays de sa dépendance économique à l'égard des exportations de combustibles fossiles.<sup>88</sup>

Pourtant, la trajectoire économique de la Colombie n'est pas durable d'un point de vue écologique, le secteur extractif étant l'un des principaux moteurs de la déforestation et du déclin de la biodiversité.<sup>89</sup> Cette étude de cas montre comment l'autonomie de la Colombie pour maîtriser les impacts de l'extraction est limitée par les pressions financières internationales et les lois sur l'investissement, qui encouragent la poursuite de la production pour l'exportation, le tout dans un contexte de fuite des capitaux et de dévaluation de la monnaie.

La plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Amérique latine est le théâtre d'une bataille entre les priorités du gouvernement et les obligations macroéconomiques : El Cerrejón. Propriété de la société minière transnationale Glencore,<sup>90</sup> la mine est située dans une région vulnérable de forêt tropicale sèche au nord de la Colombie, considérée comme l'écosystème tropical de plaine le plus menacé au monde.<sup>91</sup> Depuis le début des années 1980, les communautés voisines ont subi toute une série de violations des droits de l'homme et d'impacts environnementaux dus à la mine, notamment la dépossession violente et le déplacement des communautés indigènes et afro-descendantes de leurs territoires ancestraux,<sup>92</sup> la déforestation,<sup>93</sup> et la contamination de l'air, de l'eau et du sol.<sup>94</sup> La mine a fait l'objet de plusieurs affaires de violation des droits de l'homme devant la Cour suprême, qui a déclaré inconstitutionnels les impacts de la mine sur l'environnement

---

<sup>86</sup>CBD, "Colombia-Main Details", CBD, consulté le 7 novembre 2023, [www.cbd.int/countries/profile/?country=co](http://www.cbd.int/countries/profile/?country=co).

<sup>87</sup>CBD, "Colombie-Main Details".

<sup>88</sup>María Paula Rubiano A., "How Colombia Plans to Keep its Oil and Coal in the Ground", BBC, 16 novembre 2022, [www.bbc.com/future/article/20221116-how-colombia-plans-to-keep-its-oil-and-gas-in-the-ground](http://www.bbc.com/future/article/20221116-how-colombia-plans-to-keep-its-oil-and-gas-in-the-ground).

<sup>89</sup>Le NBSAP de la Colombie reconnaît les tensions actuelles entre "la conciliation de la conservation et les perspectives de développement", voir : Paula Rojas et Emilce Mora Jaime, "Biodiversity Action Plan for the Implementation of the National Policy for the Integral Management of Biodiversity and Its Ecosystem Services 2016-2030", ministère de l'Environnement et du Développement durable, 2017, [www.cbd.int/doc/world/co/co-nbsap-v3-en.pdf](http://www.cbd.int/doc/world/co/co-nbsap-v3-en.pdf); González-González, Clerici et Quesada, "Growing Mining Contribution to Colombian Deforestation".

<sup>90</sup>Jusqu'au début de 2022, Glencore, Anglo American et BHP détenaient des parts égales dans la mine.

<sup>91</sup>On estime que 95 % des forêts sèches du pays ont été réduites par rapport à leur couverture d'origine, dont près de 70 % des forêts typiquement andines, voir : CBD, "Colombia-Main Details"; Yamileth Dominguez-Haydar et Inge Armbrrecht, "Response of Ants and their Seed Removal in Rehabilitation Areas and Forests at El Cerrejón Coal Mine in Colombia", *Restoration Ecology* 19, no. 201 (2011) : 178-184, <https://doi.org/10.1111/j.1526-100X.2010.00735.x>.

<sup>92</sup>Jen Moore, "Colombian courts must not be undermined by shadowy international tribunals, say campaigners", Institute for Policy Studies, 13 septembre 2022, <https://ips-dc.org/colombian-courts-must-not-be-undermined-by-shadowy-international-tribunals-say-campaigners/>; Astrid Ulloa, "The Rights of the Wayúu People and Water in the Context Of Mining in La Guajira, Colombia : Demands of Relational Water Justice", *Human Geography* 13, no. 1 (2020), <https://doi.org/10.1177/1942778620910894>.

<sup>93</sup>González-González, Clerici et Quesada, "Growing Mining Contribution to Colombian Deforestation".

<sup>94</sup>Lise Josefsen Hermann, "In a Fight Over a Colombian Coal Mine, Covid-19 Raises the Stakes", *Grist*, 29 juillet 2020, <https://grist.org/justice/in-a-fight-over-a-colombian-coal-mine-covid-19-raises-the-stakes/>.

<sup>95</sup>Jen Moore, "Colombia : Corporate Claims vs. Human Rights", Institute for Policy Studies, 17 juillet 2023, <https://ips-dc.org/colombia-corporate-claims-vs-human-rights/>; ces impacts sur l'environnement et la santé nuisent de manière disproportionnée aux femmes, qui sont souvent responsables des systèmes d'approvisionnement en eau et y sont connectées, voir : Ulloa, "The Rights of the Wayúu People and Water"; Kuntala Lahiri-Dutt, "New Directions in Research on Women and Gender in Extractive Industries", *The Extractive Industries and Society* 9 (2022), <https://doi.org/10.1016/j.exis.2022.101048>.

et la santé.<sup>95</sup> En 2020, plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations unies ont demandé l'arrêt de l'exploitation minière à El Cerrejón en raison de la pollution et des déplacements de population.<sup>96</sup> Pourtant, l'extraction se poursuit sur ce site et dans d'autres mines de charbon en Colombie.

En exportant 90 % du charbon qu'elle extrait,<sup>97</sup> La Colombie est le cinquième exportateur mondial de charbon et le troisième exportateur de coke, un combustible à base de charbon.<sup>98</sup> Alors que les régions où les mines de charbon sont concentrées dépendent fortement des redevances minières,<sup>99</sup> la répartition inégale des charges et des bénéfices entraîne une série d'injustices pour les communautés locales.<sup>100</sup> Par exemple, plus de 336 000 cas de maladies respiratoires dans le nord de la Colombie sont directement imputables aux activités minières.<sup>101</sup> Bien que la mine d'El Cerrejón représente 44 % du PIB de la région, celle-ci reste l'une des juridictions les plus pauvres de Colombie.<sup>102</sup> Plus de la moitié de la population de la région vit en dessous du seuil de pauvreté et au moins un quart de la population vit dans l'extrême pauvreté.<sup>103</sup> Ce sont là les symptômes d'une chaîne d'approvisionnement mondiale asymétrique qui impose des coûts environnementaux et sociaux à des populations déjà marginalisées en Colombie pour obtenir des bénéfices ailleurs<sup>104</sup> - un exemple parfait d'extractivisme.

Ce modèle d'exportation du charbon est à la fois inéquitable et non durable.<sup>105</sup> Alors, pourquoi continue-t-il ? Qu'est-ce qui maintient des projets charbonniers comme El Cerrejón, qui contreviennent aux priorités nationales déclarées en matière d'environnement ainsi qu'à la santé et à la sécurité des populations locales ? Le secteur minier colombien est ancré dans l'histoire des conflits violents et de l'accaparement des ressources internes du pays. Mais il est aussi puissamment maintenu par les institutions financières internationales et les systèmes juridiques, malgré les engagements du gouvernement à réduire l'industrie et à se détourner des combustibles fossiles. Cette étude de cas examine comment les structures financières et juridiques internationales font obstacle aux programmes de transition juste et de conservation de la biodiversité de la Colombie.

---

<sup>96</sup>"UN expert calls for halt to mining at controversial Colombia site", United Nations, last modified September 26, 2020, [www.ohchr.org/en/press-releases/2020/09/un-expert-calls-halt-mining-controversial-colombia-site?LangID=E&NewsID=26306](http://www.ohchr.org/en/press-releases/2020/09/un-expert-calls-halt-mining-controversial-colombia-site?LangID=E&NewsID=26306).

<sup>97</sup>Rubiano A., "How Colombia Plans to Keep its Oil and Coal in the Ground".

<sup>98</sup>"Charbon", Agence nationale des mines, consulté le 7 novembre 2023, <https://mineriaencolombia.anm.gov.co/sites/default/files/2022-02/Fact%20Sheet%20Coal%2001%202022.pdf>.

<sup>99</sup>Les mines de charbon sont concentrées dans les départements administratifs de Cesar et de La Guajira (où se trouve El Cerrejón), qui sont également des régions comptant une population importante d'indigènes et d'Afro-descendants ; Gabriel Weber et al, "Exploring Resilience in Public Services within Marginalised Communities During Covid-19 : The Case of Coal Mining Regions in Colombia", *Journal of Cleaner Production* 415 (2023), <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2023.137880>.

<sup>100</sup>Noel Healy, Jennie C. Stephens, et Stephanie A. Malin, "Embodied energy injustices : Unveiling and politicizing the transboundary harms of fossil fuel extractivism and fossil fuel supply chains," *Energy Research & Social Science* 48 (2019) : 219-234, <https://doi.org/10.1016/j.erss.2018.09.016>.

<sup>101</sup>Kees Kodde et Bram Joanknecht, "A Toxic Legacy : L'empreinte de Glencore en Colombie et au Pérou : Les banques et les investisseurs européens doivent prendre leurs responsabilités", Fair Finance International, Finanzas con Derechos Peru, et Finanzas Justas Colombia, Oxfam International, 2023, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/a-toxic-legacy-glencores-footprint-in-colombia-and-peru-european-banks-and-inve-621550/>.

<sup>102</sup>Line Jespersgaard Jakobsen, "Extractive Subjectivity in a Corporate Coal Mining Site in Colombia", *Geoforum* (2022), <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0016718522001427#s0015> ; le charbon ne profite pas uniformément aux communautés locales, mais il préserve les moyens de subsistance des employés des mines. La fermeture de deux mines en 2020 en raison de la chute des prix des matières premières a plongé les communautés voisines dans une récession économique, révélant l'importance persistante des exportations de charbon pour les moyens de subsistance de nombreuses personnes, alors même que les revenus du charbon ne permettent pas de lutter efficacement contre la pauvreté et contribuent même à l'inégalité, voir : Rubiano A., "How Colombia plans to keep its oil and coal in the ground".

<sup>103</sup>Jacqueline Elyse Gilbert, Tamra Gilbertson et Line J. Jakobsen, "Incommensurability and Corporate Social Technologies : A Critique of Corporate Compensations in Colombia's Coal Mining Region of La Guajira," *Journal of Political Ecology* 28, no. 1 (2021), [www.doi.org/10.2458/jpe.2952](http://www.doi.org/10.2458/jpe.2952).

<sup>104</sup>Federico Suárez Ricaurte, "Two Tiers And Double Standards : Foreign Investors and the Local Community of La Guajira, Colombia," *Globalizations* 19, no. 6 (2022) : 854-864, [doi.org/10.1080/14747731.2022.2054511](https://doi.org/10.1080/14747731.2022.2054511) ; Aviva Chomsky, Steve Striffler, et Garry Leech, eds, *The People Behind Colombian Coal : Mining, Multinationals and Human Rights* (Bogotá : Casa Editorial Pisando Callos, 2007).

<sup>105</sup>Ciara Nugent, "No Oil Producer Wants to Be the First to Give Up the Fuel. Except Gustavo Petro's Colombia", *Time*, 22 juin 2022, [www.time.com/6189763/colombia-oil-gustavo-petro/](http://www.time.com/6189763/colombia-oil-gustavo-petro/).

# Le rôle du charbon dans l'économie colombienne

Le gouvernement colombien a toujours considéré les industries extractives, y compris le charbon, comme le principal moyen d'obtenir des recettes publiques pour mettre fin au conflit armé qui a façonné le pays, reflétant ainsi un discours dominant qui assimile la paix (ou la pacification) au développement.<sup>106</sup> Cette conception a été illustrée par le Plan Colombie en 2000, un programme américain de lutte contre les cartels de la drogue et les groupes d'insurgés de gauche. Ce plan a fourni une aide militaire américaine aux escadrons de la mort paramilitaires, qui ont perpétré des assassinats politiques contre les forces de gauche,<sup>107</sup> et a également déclaré que la croissance économique par le biais de la libéralisation économique était la voie à suivre pour parvenir à la paix à partir du conflit armé.<sup>108</sup>

Le Plan Colombie a coïncidé avec un tournant politique néolibéral plus large face à la crise de la dette extérieure de la Colombie à la fin des années 1990. Cette crise a donné lieu à une série de politiques juridiques et économiques axées sur la libéralisation et la spécialisation des marchés, conformément au consensus de Washington.<sup>109</sup> Ce cadre a positionné l'investissement étranger comme un moteur essentiel du développement et de la stabilité financière.<sup>110</sup> En conséquence, de nombreux services publics, organismes de télécommunication, banques, ports, aéroports, services de santé, agences de sécurité sociale et autres entités ont été vendus à des sociétés multinationales, tout comme l'industrie du charbon.<sup>111</sup> Le code minier de 2001, rédigé sur les conseils d'un cabinet d'avocats représentant des sociétés minières et sous l'influence de la Banque mondiale et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a mis fin aux sociétés minières d'État, limité la réglementation gouvernementale et créé des conditions préférentielles pour attirer les investissements étrangers.<sup>112</sup> Les investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur minier ont ainsi augmenté de 700 %, passant de 2 à 3 milliards d'USD par an dans les années 1990 à 10 milliards d'USD en 2005 et à plus de 16 milliards d'USD en 2012.<sup>113</sup>

Ces politiques ont favorisé un boom minier dans le pays.<sup>114</sup> Au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, la production de charbon a augmenté de 80 %, <sup>115</sup> tandis que des centaines de titres miniers étaient approuvés, y compris dans des parcs nationaux et des territoires détenus par des communautés indigènes et afro-colombiennes.<sup>116</sup> Selon le Plan national d'action et de stratégie pour la biodiversité (NBSAP) de la Colombie, entre 2004 et 2007, les titres d'exploitation du charbon ont augmenté de 87%.<sup>117</sup> Par la suite, la production de charbon a plus que doublé, passant de 38 millions de tonnes (Mt) en 2000 à près de 89 Mt en 2015.<sup>118</sup>

---

<sup>106</sup> John-Andrew McNeish, "Extracting Justice ? Colombia's Commitment to Mining and Energy as a Foundation for Peace," *The International Journal of Human Rights* 4 (2017), [doi.org/10.1080/13642987.2016.1179031](https://doi.org/10.1080/13642987.2016.1179031) ; "Secretary-General's remarks at United Nations Private Sector Forum [as delivered]," United Nations, last modified September 24, 2018, [www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2018-09-24/secretary-generals-remarks-united-nations-private-sector-forum](http://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2018-09-24/secretary-generals-remarks-united-nations-private-sector-forum) ; María Carolina Olarte-Olarte, "From Territorial Peace to Territorial Pacification : Anti-Riot Police Powers and Socio-Environmental Dissent in the Implementation of Colombia's Peace Agreement ", *Revista de Estudios Sociales*, no 67 (2019) : 26-39, [doi.org/10.7440/res67.2019.03](https://doi.org/10.7440/res67.2019.03).

<sup>107</sup> Oliver Villar et Drew Cottle, "FARC in Colombia : Twenty-First-Century US Imperialism and Class Warfare", *The Palgrave Encyclopedia of Imperialism and Anti-Imperialism* (2020) : 1-21, [doi.org/10.1007/978-319-91206-6\\_207-1](https://doi.org/10.1007/978-319-91206-6_207-1).

<sup>108</sup> Daniel James Hawkins, "Reconfiguration of the Colombian State : The Difficult Balance between Consensus and Coercion". *Íconos : revista de ciencias sociales*, no. 35 (2009) : 105-116, <http://hdl.handle.net/10469/944>.

<sup>109</sup> Nancy Birdsall, Augusto de la Torre et Felipe Valencia Caicedo, "The Washington Consensus : Assessing a Damaged Brand," Center for Global Development, 2010, [www.files.ethz.ch/isn/118196/wp213.pdf](http://www.files.ethz.ch/isn/118196/wp213.pdf).

<sup>110</sup> Ricaurte, "Deux niveaux et deux poids, deux mesures".

<sup>111</sup> Leila M. Harris et María Cecilia Roa-García, "Recent Waves of Water Governance : Constitutional Reform and Resistance to Neoliberalization In Latin America (1990-2012) ", *Geoforum* 50 (2013) : 20-30, [doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.07.009](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.07.009) ; William Avilés, "The Wayúu Tragedy : Death, Water and the Imperatives of Global Capitalism ", *Third World Quarterly* 40, no 9 (2019) : 1750-1766, [doi.org/10.1080/01436597.2019.1613638](https://doi.org/10.1080/01436597.2019.1613638).

<sup>112</sup> Avilés, "La tragédie Wayúu".

<sup>113</sup> Andrea Cardoso, "Behind the Life Cycle of Coal : Socio-Environmental Liabilities of Coal Mining in Cesar, Colombia," *Ecological Economics* 120 (2015) : 71-82, [doi.org/10.1016/j.ecolecon.2015.10.004](https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2015.10.004).

<sup>114</sup> Laura Gutiérrez-Gómez, "Mining in Colombia : Tracing the Harm of Neoliberal Policies and Practices", dans *Environmental Crime in Latin America : The Theft of Nature and the Poisoning of the Land*, eds. David Rodríguez Goyes et al. (Londres : Palgrave Macmillan London, 2017) : 85-113, [doi.org/10.1057/978-1-137-55705-6](https://doi.org/10.1057/978-1-137-55705-6).

<sup>115</sup> "En outre, 80 % des violations des droits de l'homme commises entre 2001 et 2011 l'ont été dans des régions minières et productrices d'énergie", voir : Avilés, "The Wayúu Tragedy".

<sup>116</sup> Gutiérrez-Gómez, "L'exploitation minière en Colombie".

<sup>117</sup> Rojas et Jaime, "Plan d'action pour la biodiversité", 48-49.

<sup>118</sup> Claudia Strambo et Angélica Johanna Puertas Velasco, "The Changing Politics of Coal Extraction in Colombia", Stockholm Environment Institute, 2017, [jstor.com/stable/resrep02786](https://www.jstor.com/stable/resrep02786).

Les récits qui assimilent l'exploitation minière à la paix ont également persisté pendant cette période. En 2015, le président de l'époque, Juan Manuel Santos Calderón, a déclaré : "La Colombie a besoin, je le répète, et je veux vous le répéter, d'un secteur minier fort, organisé, compétitif, surtout maintenant que nous progressons résolument sur la voie de la paix et de la réconciliation".<sup>119</sup>

Cependant, les dettes qui ont justifié la libéralisation économique continuent d'exercer une influence sur la politique économique et environnementale en Colombie. Le charbon est à la base de l'économie colombienne,<sup>120</sup> dont les revenus servent à financer d'importants services.<sup>121</sup> Mais cette dépendance au charbon a également enfermé le pays dans un modèle économique extractif qui dépend d'exportations spécialisées et à court terme de matières premières afin d'acquérir des devises pour rembourser les dettes et maintenir la stabilité financière.<sup>122</sup> Ces dettes découlent en partie des emprunts contractés par le gouvernement pour financer les soins de santé, les vaccins et les services sociaux pendant la crise du COVID-19, ainsi que des plans d'action climatique du pays visant à réduire les émissions et à promouvoir la circularité de l'économie.<sup>123</sup> Selon la Banque mondiale (BM), la Colombie a payé 8,8 milliards USD pour le service de la dette publique et garantie par l'État et pour les surcharges du Fonds monétaire international (FMI) en 2022,<sup>124</sup> et les paiements d'intérêts à eux seuls ont atteint 15% des recettes publiques nettes en 2022, contre une moyenne de 8% entre 2010 et 2021.<sup>125</sup>

**Au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, la production de charbon a augmenté de 80 %, 115 tandis que des centaines de titres miniers étaient approuvés, y compris dans des parcs nationaux et des territoires détenus par des communautés indigènes et afro-colombiennes.**

Le remboursement de ces dettes extérieures exige que la Colombie génère des devises étrangères, notamment par le biais des exportations. Entre 2018 et 2022, le charbon représentait en moyenne 18 % des recettes d'exportation du pays et l'ensemble des combustibles fossiles 50 % (voir tableau 1). Ces revenus sont essentiels pour le commerce international, la balance des paiements, l'acquisition de devises et les revenus des redevances de la Colombie.<sup>126</sup> Les devises obtenues grâce à ces exportations permettent également à la Colombie de stabiliser sa monnaie, ce qui est d'autant plus important que l'intention déclarée

<sup>119</sup>Cité dans Claudia Strambo et Ana Carolina González Espinosa, "Extraction and Development : Fossil Fuel Production Narratives and Counternarratives in Colombia," *Climate Policy* 20, no. 8 (2020), doi.org/10.1080/14693062.2020.1719810.

<sup>120</sup>Claudia Strambo et al, "Privileged Coal : The Politics of Subsidies for Coal Production in Colombia", Stockholm Environment Institute, 2018, [thecoalhub.com/wp-content/uploads/2018/06/sei-2018-pubs-coal-subsidies-political-0129.pdf](https://thecoalhub.com/wp-content/uploads/2018/06/sei-2018-pubs-coal-subsidies-political-0129.pdf).

<sup>121</sup>Angela Picciariello, Adriana Quevedo, et Ipek Gençsü, "Phasing Out Fossil Fuel Subsidies in Colombia : A Crucial Step Towards a Just Energy Transition," ODI Working Paper, 2022, [cdn-odi-production.s3.amazonaws.com/media/documents/ODI\\_Working\\_paper\\_Phasing\\_out\\_fossil\\_fuel\\_subsidies\\_in\\_Colombia\\_9rTjlfQ.pdf](https://cdn-odi-production.s3.amazonaws.com/media/documents/ODI_Working_paper_Phasing_out_fossil_fuel_subsidies_in_Colombia_9rTjlfQ.pdf) ; Strambo et al, "Privileged Coal".

<sup>122</sup>Tobias Franz, "Spatial Fixes and Switching Crises in the Times of Covid-19 : Implications for Commodity-Producing Economies in Latin America", *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement* 42, no. 1-2 (2021) : 109-121, <https://doi.org/10.1080/02255189.2020.1832881>.

<sup>123</sup>"Colombia Calls for Global Financial Consensus to Avert COVID Debt Crisis", UN News, dernière modification le 21 septembre 2021, <https://news.un.org/en/story/2021/09/1100512>.

<sup>124</sup>"Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, consulté le 5 février 2024. <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> ; ce chiffre comprend le service de la dette extérieure, publique et garantie par l'État, et les rachats et frais du FMI.

<sup>125</sup>"A World of Debt, CNUCED, 2023, <https://unctad.org/publication/world-of-debt> ; Pour accéder à ces données, il faut se rendre dans l'onglet "Debt Dashboard" et sélectionner la Colombie comme base de comparaison, puis cliquer sur "Public debt interest payments as a share of revenues" sur l'affichage en forme de roue, et enfin sélectionner "Trend over time" sur le graphique à droite de l'écran.

<sup>126</sup>Silvio López et Fernando Patzy, "Carbón Térmico en Colombia : Implicaciones para la Economía de la Guajira y Cesar," Natural Resource Governance Institute, 2021, [resourcegovernance.org/es/publications/carbon-termico-en-colombia-implicaciones-para-la-economia-de-la-guajira-y-cesar](https://resourcegovernance.org/es/publications/carbon-termico-en-colombia-implicaciones-para-la-economia-de-la-guajira-y-cesar).

du gouvernement d'arrêter la production de combustibles fossiles aurait contribué à une chute de 20 % du peso colombien par rapport au dollar américain.<sup>127</sup> De telles dépréciations du peso par rapport au dollar rendent également plus onéreuses les dettes étrangères libellées dans des devises comme le dollar, créant ainsi un cycle de dépendance qui va au-delà de la perte de revenus immédiats. Cette dépendance à l'égard de l'extraction pour l'exportation limite clairement la capacité du gouvernement colombien à agir en faveur de la biodiversité et de l'atténuation du changement climatique.

## Les politiques commerciales internationales maintiennent le flux de charbon hors de Colombie

Le droit international de l'investissement soutient également l'extraction. Les pays concluent des accords internationaux d'investissement, généralement pour promouvoir la libéralisation du commerce. Grâce à un mécanisme du droit international des investissements appelé règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), les investisseurs peuvent légalement poursuivre les États s'ils perçoivent une rupture de contrat ; par exemple, l'annulation d'un projet existant en raison de son impact sur l'environnement.

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Colombie a conclu 21 accords internationaux d'investissement (AII), dont 8 entreront en vigueur en 2023, y compris un avec la Suisse, qui accueille la multinationale de ressources Glencore (propriétaire d'El Cerrejón).<sup>128</sup> Ces accords sont arbitrés par un panel de juges internationaux. Ces dernières années, la Colombie a été confrontée à un volume de demandes d'arbitrage parmi les plus élevés d'Amérique latine, la plupart des affaires d'arbitrage concernant les industries extractives.<sup>129</sup> En mars 2023, les demandes en suspens s'élevaient à 13,2 milliards d'USD, soit 13 % du budget national pour 2023.<sup>130</sup>

Inversement, les États -et surtout les communautés affectées- ne peuvent pas poursuivre les investisseurs, ce qui les prive de moyens juridiques clairs pour obtenir réparation des dommages financiers ou écologiques causés par les sociétés minières. Cette structure donne l'avantage aux compagnies minières et privilégie les intérêts économiques des investisseurs/entreprises multinationales (EMN) pour soutenir l'extraction.<sup>131</sup>

Par exemple, les ISDS ont permis à Glencore d'exploiter des mines et de faire des bénéfices au détriment des communautés locales et des écosystèmes dont elles dépendent.<sup>133</sup> En 2010, Glencore et la Colombie ont conclu un contrat portant sur des redevances minières. L'État a ensuite tenté de résilier le contrat parce que la mine perdait de l'argent, contaminait l'eau et dépossédait les gens de leurs terres.<sup>133</sup> En 2017, les tribunaux

---

<sup>127</sup>Peter Millard et Patricia Laya, "As the World Backpedals on Ditching Fossil Fuels, One Oil Major Plows Ahead", *Bloomberg*, 26 octobre 2022, [www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-26/colombia-s-petro-pursues-energy-transition-despite-economic-cost?embedded-checkout=true](https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-26/colombia-s-petro-pursues-energy-transition-despite-economic-cost?embedded-checkout=true) ; Rodrigo Campos et Nelson Bocanegra, "Colombia Will Export Fossil Fuels for a Long Time, Finance Minister Says", *Reuters*, 20 juin 2023, [www.reuters.com/world/americas/colombia-will-export-fossil-fuels-long-time-finance-minister-2023-06-20/](https://www.reuters.com/world/americas/colombia-will-export-fossil-fuels-long-time-finance-minister-2023-06-20/).

<sup>128</sup>"Colombie : International Investment Agreements Navigator," UNCTAD Investment Policy Hub, 2023, [investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/45/colombia](https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/45/colombia) ; également appelés Traités internationaux d'investissement (TII), "Ces traités accordent aux investisseurs étrangers certaines protections et certains avantages, y compris le recours au règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) pour résoudre les litiges avec les États hôtes" ; voir : "Primer on International Investment Treaties and Investor-State Dispute Settlement, Columbia Center on Sustainable Investment, 2022, <https://ccsi.columbia.edu/content/primer-international-investment-treaties-and-investor-state-dispute-settlement> ; Ricaurte, "Two Tiers and Double Standards".

<sup>129</sup>"Rapport de la mission internationale en Colombie : Stop ISDS", Salvemos el Agua, Salvemos la Vida, et La Guajira le Habla Al Pais Plataforma, 2023, <https://miningwatch.ca/publications/2023/8/24/stop-isds-report-international-mission-colombia>.

<sup>130</sup>"Le rapport final de la mission internationale pour #StopISDS recommande le retrait de la Colombie du système d'abus et d'impunité des entreprises par le biais d'un audit citoyen", Institute for Policy Studies, 15 août 2023, [ips-dc.org/final-report-of-international-mission-to-stop-isds/](https://ips-dc.org/final-report-of-international-mission-to-stop-isds/).

<sup>131</sup>Il a également été avancé que les ISDS favorisent un "refroidissement réglementaire", les pays concernés par les AII pouvant être dissuadés de réglementer l'activité industrielle par crainte d'une action en justice. Cela exacerbe les tendances néolibérales à la déréglementation environnementale qui ont souvent poussé les nations à conclure des AII ; voir : Kyla Tienhaara, "Regulatory Chill in a Warming World : The Threat to Climate Policy Posed by Investor-State Dispute Settlement," *Transnational Environmental Law* 7, no. 2 (2018) : 229-50, [doi.org/10.1017/S2047102517000309](https://doi.org/10.1017/S2047102517000309).

<sup>132</sup>Ricaurte, "Deux niveaux et deux poids, deux mesures".

<sup>133</sup>"Colombian delegation attends Glencore AGM to present demands over Bruno Creek", London Mining Network, dernière modification le 4 mai 2022, [londonminingnetwork.org/2022/05/colombian-delegation-attends-glencore-agm-to-present-demands-over-bruno-creek/](https://londonminingnetwork.org/2022/05/colombian-delegation-attends-glencore-agm-to-present-demands-over-bruno-creek/).



colombiens ont jugé que l'exploitation minière dans la région d'Arroyo Bruno (où se trouve El Cerrejón) constituait une violation inconstitutionnelle des droits de la communauté indigène Wayúu, que l'exploitation du charbon exposait à des niveaux toxiques de pollution de l'eau et de l'air.<sup>134</sup>

Mais Glencore a ensuite intenté et gagné trois ISDS contre l'État pour rupture de contrat. En 2019, un groupe spécial du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements a ordonné à la Colombie de verser à Glencore 19,1 millions USD,<sup>135</sup> et en 2022, le groupe spécial ISDS a statué que Glencore pouvait légalement poursuivre ses activités minières.<sup>136</sup>

## Perspectives

La fermeture de la mine de charbon d'El Cerrejón est prévue pour 2034, bien qu'il n'existe actuellement aucun plan de fermeture concret.<sup>137</sup> Entre-temps, les membres de la communauté indigène Wayúu, en plus d'intenter une action en justice, bloquent El Cerrejón parce que la mine a contribué à la dégradation de la quantité et de la qualité de l'eau au milieu d'une sécheresse mortelle.<sup>138</sup> D'autres Colombiens ont intenté une action en justice internationale en déposant des plaintes auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour la violence de la chaîne d'approvisionnement en charbon.<sup>139</sup>

Le président colombien Gustavo Petro a déclaré que le plan de l'État pour une transition accélérée des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables nécessitera l'arrêt des nouvelles concessions pétrolières et charbonnières et le remplacement des devises provenant des combustibles fossiles par d'autres revenus en tant que fondement de l'économie nationale.<sup>140</sup> Mais des réformes des structures financières et juridiques internationales, dans l'esprit de la solidarité internationale pour une transition juste, seront nécessaires pour faire de ce plan une réalité.

**Pour conserver la riche biodiversité de la Colombie, il faut non seulement réformer les facteurs immédiats tels que l'exploitation minière, mais aussi réparer les injustices plus profondes qui font de l'exploitation minière et des combustibles fossiles des éléments nécessaires à la stabilité financière.**

<sup>134</sup>Jen Moore, "Colombia : corporate claims vs human rights", *Latin American Bureau*, 17 juillet 2023, [lab.org.uk/colombia-corporate-claims-vs-human-rights/](https://lab.org.uk/colombia-corporate-claims-vs-human-rights/).

<sup>135</sup>Ricaurte, "Deux niveaux et deux poids, deux mesures".

<sup>136</sup>"Déclaration publique : Le gouvernement colombien autorise la poursuite de la destruction d'Arroyo Bruno à La Guajira", ABColombia, dernière modification le 4 novembre 2022, [www.abcolombia.org.uk/public-statement-colombian-government-authorises-further-destruction-of-arroyo-bruno-in-la-guajira/](https://www.abcolombia.org.uk/public-statement-colombian-government-authorises-further-destruction-of-arroyo-bruno-in-la-guajira/).

<sup>137</sup>Voir également le débat émergent sur l'"extractivisme vert" dans la région : Astrid Ulloa, "Aesthetics of Green Dispossession : From Coal to Wind Extraction in La Guajira, Colombia," *Journal of Political Ecology* 30, no. 1 (2023), <https://doi.org/10.2458/jpe.5475>.

<sup>138</sup>Brent Patterson, "Glencore Calls on Colombian Police to Remove Indigenous and Afro-descendant Blockades at Cerrejón Coal Mine", *PBI Canada*, dernière modification le 3 septembre 2022, <https://pbicanada.org/2022/09/03/glencore-calls-on-colombian-police-to-remove-indigenous-and-afro-descendant-blockade-of-cerrejon-coal-mine/> ; Carol Sánchez, "In Colombia, Threatened Women of the Wayúu Continue to Fight Rampant Mining", *Mongabay*, 13 décembre 2021, <https://news.mongabay.com/2021/12/in-colombia-threatened-women-of-the-wayuu-community-continue-to-fight-rampant-mining/> ; Oliver Pieper, "Germany's Dirty Colombian Coal", *DW*, 26 mai 2022, [www.dw.com/en/germanys-dirty-colombian-coal/a-61935515](https://www.dw.com/en/germanys-dirty-colombian-coal/a-61935515) ; Avilés, "The Wayúu Tragedy".

<sup>139</sup>Joseph Wilde-Ramsing, " 'blood Coal' Complaint Alleges Complicity of European Energy Companies in Abuses ", SOMO, dernière modification le 20 avril 2023, <https://www.somo.nl/blood-coal-complaint-alleges-complicity-of-european-energy-companies-in-abuses/>.

<sup>140</sup>Julián Reingold, "What are the Challenges to a Just Energy Transition in Colombia ?" (Quels sont les défis d'une transition énergétique juste en Colombie ?) *Energy Monitor*, 16 février 2023, [www.energymonitor.ai/policy/what-are-the-challenges-to-a-just-energy-transition-in-colombia/](https://www.energymonitor.ai/policy/what-are-the-challenges-to-a-just-energy-transition-in-colombia/).